

LE PAIEMENT PAR CHÈQUE NE LES SÉDUIT TOUJOURS PAS

Les Algériens préfèrent le cash

L'obligation faite pour le paiement des transactions par chèque ne séduit toujours pas les Algériens qui lui préfèrent encore le cash.

Younès Djama- Alger (Le Soir) - C'est ce que soulignent les experts, ajoutant que la crise économique actuelle que vit le pays ne fait que renforcer chez eux ce sentiment urgent d'effectuer le paiement par cash ou le paiement par des transactions informelles. Selon l'économiste et enseignant à l'Université de Tizi-Ouzou, Mohamed Achir, du point de vue de l'analyse économique, lorsqu'il y a une certaine panique économique, elle incite plus que ce soit les opérateurs ou bien les ménages à recourir davantage à des pratiques informelles qu'à celles formelles. Cela est connu dans toutes les économies du monde. Selon lui, lorsqu'il y a une crise et panique, il y a un comportement automatique des ménages qui privilégient plus le paiement par cash ou le paiement par des transactions informelles. «Actuellement, nous sommes en pleine période de panique (crise économique sur fond de chute du prix du pétrole, Ndlr), on parle même de sous-liquidités des banques.

Il y a aussi un déséquilibre ou une dégringolade de la santé macrofinancière du pays, tout ceci incite plus les opérateurs (PME, commerçants, artisans) et les particuliers à davantage de thésaurisation en gardant leurs fonds chez eux et pas dans les banques, beaucoup plus passer des transactions par confiance, de manière tacite qui fait appel au relationnel, et non pas l'institutionnel c'est-à-dire passer par le circuit bancaire. Et Mohamed Achir de faire le constat implacable selon lequel l'informel est aujourd'hui en Algérie plus puissant que les instruments d'encadrement économique mis en œuvre par l'Etat.

Il en veut pour preuve les derniers chiffres des transactions non facturées qui s'élèvent presque à 1 milliard de dollars, quoique le chiffre doive être pris avec prudence. « L'économie informelle est plus puissante que

les institutions économiques de l'Etat. C'est une réalité observable non seulement par les économistes mais aussi par les institutions internationales. Cela est tout aussi valable dans tous les pays qui souffrent de l'absence de bonne gouvernance et de l'encadrement institutionnel», fait savoir Mohamed Achir.

Pour sa part, Mohamed Gharnaout, économiste, abonde dans la même direction en observant que l'économie algérienne est avant tout «une économie de cash», et les Algériens ne font tout simplement pas confiance aux banques. Ajoutez à cela les taux d'intérêts très bas pratiqués par les banques ce qui pousse les ménages à acheter des biens



Photo : DR

L'informel est aujourd'hui en Algérie plus puissant que les instruments d'encadrement économique.

intermédiaires, ou de l'immobilier, plutôt que de déposer leur argent dans les banques.

Pour rappel, le nouveau décret exécutif sur le seuil applicable aux paiements devant être

effectués par les moyens de paiement scripturaux, est en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2015 comme promis par le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, à l'occasion de son passage en juin à l'APN.

Lequel décret institue le paiement obligatoire par chèque, virement, carte de paiement, pour toutes les transactions dépassant le seuil de cinq millions de dinars pour l'immobilier et d'un million de dinars pour l'achat de véhicules neufs, d'équipements industriels, de yachts ou bateaux de plaisance, de biens de valeur, etc.

Ce nouveau mode de paiement se veut, selon le ministre, assurer au citoyen plus de confort et «lui sécuriser ses transactions et les rendre plus faciles».

Y. D.

540 FAUX EXPORTATEURS APPRÉHENDÉS

14 milliards DA transférés illicitement en 2015

Quelque 26 000 infractions ont été recensées par l'administration des douanes, entre 2014 et 2015, totalisant des amendes de l'ordre de 184 milliards de DA, a révélé hier au Forum économique d'El Moudjahid, le DG des douanes, Kaddour Bentahar.

Selon ce responsable, sur ce total d'infractions, 19 000 portent sur des infractions commerciales et plus de 800 sont relatives à la législation de change. Le contrôle a posteriori a, au titre de 2015, permis d'élucider plus de 540 infractions à la législation de change, un phénomène qui connaît une augmentation de 200% par rapport à 2014, et à la faveur de laquelle l'équivalent de 14 milliards de devises a été transféré illicitement à l'étranger, annonce Kaddour Bentahar.

Le montant global des amendes dépasse les 68 milliards de DA infligées aux contrevenants qui ont été poursuivis en justice.

Le DG des douanes a annoncé que son administration est en discussions avec des parties européennes en vue de disposer de la banque de données européenne de l'ensemble des produits exportés vers l'Algérie. Un point qui devrait être pris en compte lors de la révision annoncée de l'accord d'association Algérie-UE un peu plus de dix ans

après son entrée en application (2005). Notons également que le patron des douanes a révélé que plus de 6000 affaires liées à la contrebande ont été enregistrées par les agents des douanes, un phénomène qui enregistre ainsi une augmentation de près de 18% en 2015 par rapport à l'année d'avant.

Dans la foulée, le patron des douanes a révélé qu'un nouveau phénomène a été enregistré par ses services et porte sur l'émergence d'un large trafic des drogues dures dont les saisies se sont multipliées. Ainsi, plus de 30 000 comprimés psychotropes ont été saisis, ces derniers mois, par les services des douanes. Concernant la saisie des produits pyrotechniques, Kaddour Bentahar a indiqué que ses services ont renforcé les contrôles en procédant à la saisie de plusieurs containers.

Sur le volet de la contrebande qui touche les carburants, le DG des douanes a annoncé que ses services ont saisi plus d'un million de litres en 2015, soit une augmentation de 38% comparativement à l'exercice 2014. Au chapitre des saisies des monnaies, le responsable a révélé que les agents des douanes ont, durant l'année 2015, saisi 3 millions d'euros et un million de dollars que des passagers s'approprièrent à transférer illégalement à l'étranger. Une quantité de 10

kilogrammes d'or a été également saisie par les mêmes services.

Abordant le volet de la contrefaçon, Kaddour Bentahar a souligné que les services des douanes ont, durant l'exercice 2015, enregistré une quantité de 1,3 million de produits contrefaits saisis et dont le premier pays de provenance n'est pas la Chine (arrivée en seconde position), mais ... l'Espagne sachant que les produits contrefaits sont souvent des boissons alcoolisées. A ce propos, le DG des douanes a annoncé qu'une commission interministérielle sera installée en vue de proposer un avant-projet de loi-cadre pour cerner le phénomène de la contrefaçon.

110 agents corrompus ont été révoqués

Sur le volet lié à la corruption, Kaddour Bentahar s'est voulu serein en soulignant que ce phénomène ne constituait plus un tabou au sein de son administration, réitérant la volonté ferme de la combattre. Et à ce titre, il a annoncé 110 cas d'agents en flagrant délit de corruption ayant entraîné leur révocation du corps des douanes.

Des cas suspectés ont, par ailleurs, été suspendus des rangs de la douane en attendant de statuer définitivement sur leur sort.

Y. D.

LE DG DES IMPÔTS À PROPOS DE L'AMNISTIE FISCALE

250 personnes seulement se sont manifestées

Si les prédictions faisaient et font toujours état d'un pessimisme ouvertement affiché quant au bien-fondé de l'opération de régularisation fiscale initiée depuis le mois d'août de l'année dernière, le sentiment qui prévaut chez le directeur général des impôts, Abderrahmane Raouya, est tout à fait contraire.

Le programme de conformité fiscale, c'est-à-dire l'intégration dans la sphère formelle des acteurs exerçant dans ce qu'on pourrait appeler l'économie parallèle, ne peut être apprécié correctement que vers les derniers mois de son année et demie de validité. «Le délai de dix-huit mois est assez long, donc on se donne le temps de capter toute cette manne financière», affirmait, hier sur les

ondes de la Chaîne 3, le directeur général des impôts qui, toutefois, n'a pas voulu trop spéculer sur la possibilité ou non que soit atteint l'objectif fixé par les pouvoirs publics d'attirer 91 milliards de dinars sur les 1 300 milliards, soit l'équivalent de 41 milliards de dollars, en circulation à travers les circuits de l'économie informelle. Jusqu'au moment où Abderrahmane Raouya s'exprimait, sans trop vouloir se lancer

dans un état des lieux succinct six mois après l'entrée en vigueur du dispositif, ce sont 250 personnes à avoir répondu à l'appel à la régularisation fiscale.

Plus proluxe quand il s'agissait de donner les chiffres des recouvrements de l'année qui vient de s'écouler, le directeur général des impôts fera état d'une bonne évolution, puisque celle-ci a atteint les 20 % pour un montant de 3 050 milliards de dinars alors que les prévisions se situaient autour de 2 600 milliards. Ceci, alors que dans le même temps, pour les raisons que tout le monde connaît, la fiscalité pétrolière n'a connu qu'une

«petite» évolution d'environ 9 % pour un montant engrangé de 1 722 milliards de dinars. Globalement, si l'on doit se fier au sentiment de M. Raouya, le niveau de recouvrement des impôts en Algérie est, certes, appréciable «mais, il est un peu en deçà de ce qu'il devrait être». C'est dans cette perspective, améliorer le niveau de recouvrement, que de nouvelles procédures pour un système fiscal simplifié ont été mises en place, avec comme objectif «l'introduction du civisme fiscal chez le citoyen».

Globalement, il ressort de l'appréciation de Abderrahmane

Raouya que le système fiscal algérien s'est grandement simplifié au point où, au jour d'aujourd'hui, l'administration des impôts fait face à une seule et unique contestation de la part des opérateurs économiques et des associations patronales, alors que pas moins d'une trentaine de revendications étaient portées par ces mêmes opérateurs et organisations patronales. En effet, seule la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) pose encore problème, et pour y remédier dans une certaine mesure, le taux de la TAP a été revu à la baisse.

M. Azedine